ROMANS, le 17 Juin 1968

Madame, Monsieur,

Député sortant de cette circonscription, j'ai eu l'honneur de vous représenter à l'Assemblée Nationale, pendant un peu plus d'un an et je sollicite, à nouveau, votre suffrage.

Les très graves événements que nous venons de vivre me paraissent signifier la faillite du pouvoir actuel. Ce régime apparemment fort, stable, et disposant de tous les moyens depuis 10 ans n'a pas su ou n'a pas voulu régler les problèmes les plus importants de notre temps : ceux qui concernent la vie des hommes et des femmes de notre Pays. Il ne l'a pas fait car il est commandé par des forces conservatrices qui s'opposent à la mise en œuvre d'une véritable politique sociale fondée sur la justice, la solidarité, la générosité.

Tant que les hommes qui gouvernent aujourd'hui et qui ne peuvent modifier leur attitude seront là, le risque de crise, provisoirement écarté, subsistera donc, menaçant en permanence l'harmonie et le progrès.

En outre, le système mis en place depuis le 13 mai 1958 est autoritaire et technocratique. Tous les modes d'expression démocratique ont été supprimés et les décisions les plus importantes sont toujours prises au sommet, sans dialogue véritable et sans consultation. Dans ces conditions, lorque le mécontentement devient trop fort, ceux qui ne peuvent pas se faire entendre par d'autres voies sont contraints de laisser leur colère exploser dans la rue, de recourir à la grève et à la manifestation. C'est ce qu'ont fait tour à tour les paysans, les enseignants, les étudiants, les ouvriers. Il y a donc, là, de très sérieux dangers pour l'ordre et la paix civile.

Si l'on veut écarter de semblables menaces, il convient de mettre en place une majorité nouvelle décidée à donner à la vie nationale une orientation plus conforme aux besoins et aux désirs de la grande masse des Français. C'est la seule méthode permettant d'assurer la stabilité et l'expansion régulière de notre économie.

Tel est le choix, qu'au nom de la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste, je propose à votre responsabilité de Citoyen.

Je vous prie de croire, Madame, Monsieur, à mes sentiments sincères et dévoués.

Georges FILLIOUD.

Il n'est pas possible, dans un espace aussi réduit, de présenter, même en abrégé, le programme de la Fédération. J'ai donc simplement relevé les questions qui me sont le plus souvent posées au cours de mes réunions publiques et vous donne brièvement et sans ordre quelques réponses.

— Pourquoi la gauche n'a-t-elle pas établi un programme commun ?

— Un programme commun suppose un accord sur les objectifs à long terme entre les partis. Cela n'est pas possible, car il existe entre eux de profondes divergences idéologiques. En revanche, les forces de gauche ont conclu un accord, base d'un contrat de majorité et de gouvernement indiquant avec précision ce qui pourrait et devrait être fait pendant les cinq ans d'une législature. Ce contrat est loyal : il ne peut entraîner au delà de ce qui a été convenu. Ce contrat est clair : il permet à chacun de savoir, dès aujourd'hui, ce que nous ferons demain si nous sommes au pouvoir. Ce contrat est enfin une garantie de stabilité et de continuité puisque les problèmes essentiels ont été, à l'avance, réglés.

— L'on dit souvent que toute coalition de gauche est condamnée à être dominée par le parti communiste.

— On cherche ainsi à diviser la Nation en deux blocs artificiellement opposés. Cela ne correspond ni aux réalités politiques françaises, ni aux intentions des responsables de la gauche, ni aux termes des accords conclus. Il ne s'agit que d'un argument de propagande de nos adversaires, inquiets de constater le rapprochement des forces de progrès.

— Comment assurerez-vous l'expansion économique et la stabilité monétaire, compte tenu des difficultés à prévoir ?

— Nous avons eu précisément le souci, mettant au point un programme social avancé, de prévoir parallèlement aux dépenses, une politique économique comportant des recettes correspondantes. Cela est indispensable pour que les promesses puissent être tenues et pour que l'équilibre économique ne se trouve pas compromis. Nous fondons beaucoup sur les possibilités d'accroissement de l'expansion, car les capacités de production française sont en ce moment volontairement sous-employées. La vitesse de croisière peut être largement accrue.

— Quelles sont vos intentions en faveur des travailleurs âgés ?

— Tout d'abord, nous sommes partisans de l'abaissement de l'âge de la retraite à 60 ans pour les ouvriers et les agriculteurs. Cela est juste puisque l'amélioration des techniques permet de produire plus avec moins de bras. En outre on libèrera ainsi des emplois qui pourront notamment être occupés par des jeunes actuellement en chômage. Bien entendu, nous avons également prévu l'augmentation des allocations de vieillesse qui doivent par ailleurs être périodiquement réajustées en fonction de l'évolution des salaires.

— Pourquoi les dirigeants de la F.G.D.S. ont-ils cru devoir, il y a quelques semaines, annoncer qu'ils revendiquaient le pouvoir ?

— On observe bien souvent un décalage entre la province et Paris sur l'appréciation des événements. A cette époque on croyait dans les milieux politiques parisiens à l'éclatement imminent du régime. Nous avons pensé, devant le désarroi et l'inquiétude de beaucoup de Français, craignant le vide politique et l'aventure, que la Fédération devait faire connaître clairement ses intentions et indiquer qu'elle était prête à assumer toutes ses responsabilités. C'est ainsi que des propositions ont été faites et que notamment le nom de Pierre MENDES-FRANCE a été avancé.

— Que comporte votre programme en faveur des rapatriés d'A. F. N. ?

— L'indemnisation des pertes subies sur la base de la loi de 1946 sur les dommages de guerre. Nous n'avons cessé de réclamer l'application de cette disposition, de même que l'amnistie générale par la loi, pour tous les faits en rapport avec la guerre d'Algérie et le respect pour les Anciens Combattants du rapport constant.

— Nous avons entendu dire que vous étiez mêlé aux manifestants pendant les événements du quartier Latin.

— Il est exact qu'avec d'autres dirigeants de la F.G.D.S. nous sommes souvent intervenus au cours de ces nuits tragiques pour prêcher le calme de part et d'autre et tenter d'obtenir, des étudiants comme des responsables de l'ordre, que les affrontements violents prennent fin.

———o———

Ce ne sont là que quelques-unes des questions qui me sont souvent posés. Je suis à votre disposition pour répondre à toutes les autres que vous voudrez bien m'adresser par écrit.

IMPRIMERIE PAPETERIE DEVAL ROMANS

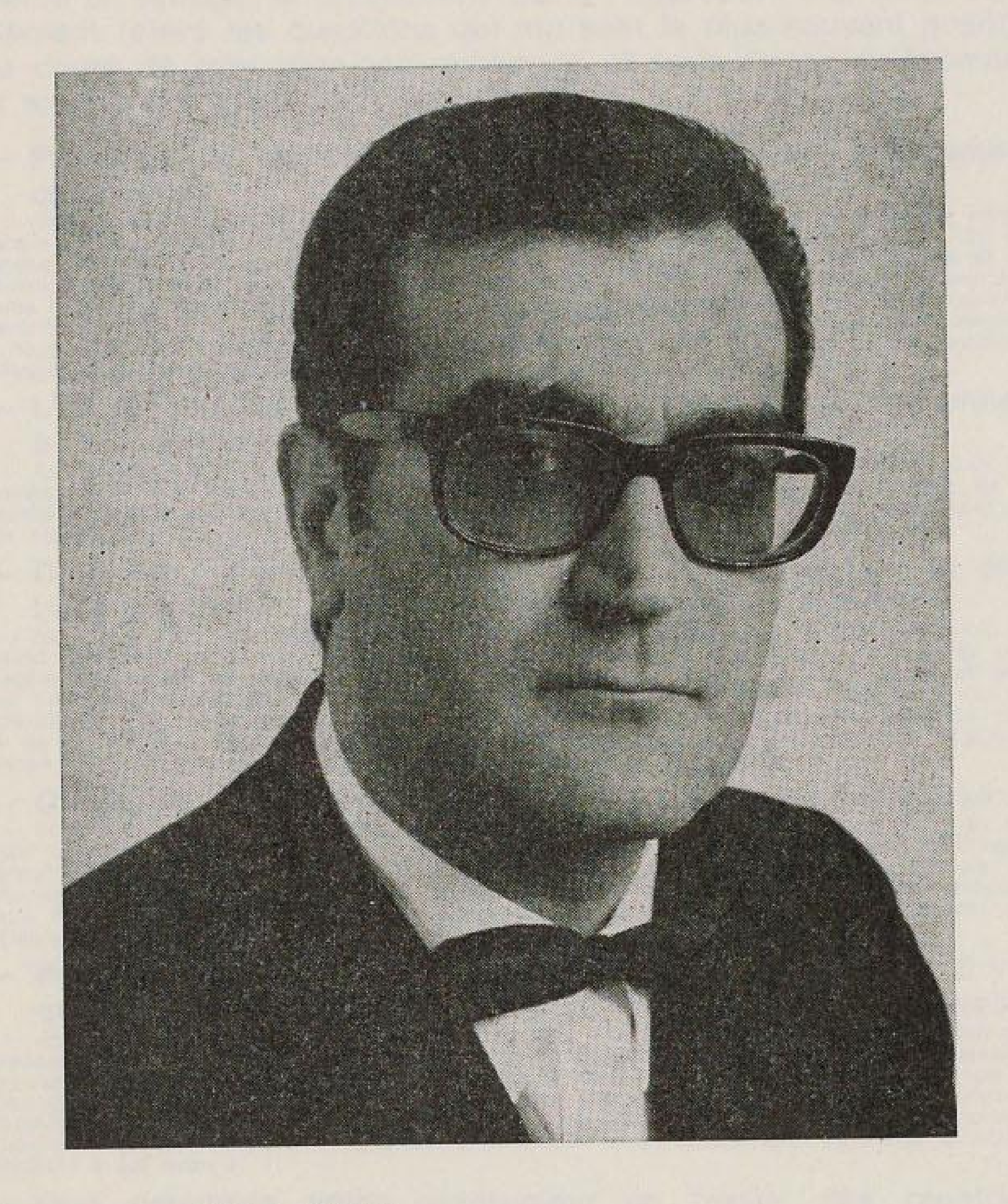
SORTIR DE LA CRISE

RÉTABLIR L'ORDRE

ASSURER LA PAIX CIVILE

CONSTRUIRE UNE SOCIÉTÉ PLUS HUMAINE ET PLUS JUSTE

FÉDÉRATION DE LA GAUCHE DÉMOCRATE ET SOCIALISTE



Georges FILLIOUD

Député sortant

Secrétaire de la Convention des Institutions Républicaines
Membre du Bureau Politique et Secrétaire Général adjoint de la F.G.D.S.

Suppléant : **Docteur A DELAYE**
Conseiller Général - Maire de SAINT-VALLIER
Chevalier de la Légion d'Honneur